

L'Événement Du Jeudi DU 13 AU 19 AOÛT 1968

Prague 68 par Guy Konopnicki

En envahissant la Tchécoslovaquie, Moscou sème la pagaille chez les apparatchiks français.

Au milieu des années 60, il flottait comme un petit vent de fronde sur l'immense empire soviétique. Au cœur même du « paradis de la classe ouvrière », effrayés de voir le dégel et la déstalinisation être brutalement freinés par Leonid Brejnev et Alekseï Kossyguine, les dissidents commençaient à s'organiser.

L'épicentre de la contestation était la Tchécoslovaquie. Sous l'impulsion du Pr Ota Sik, une libéralisation de l'économie fut organisée et soutenue par les opposants à l'ultra-stalinien Antonin Novotny au sein du bureau politique, à savoir Alexander Dubcek, Joseph Smrkowski et le général Ludvik Svoboda. Après le limogeage de Novotny, le 5 janvier 1968, commença, avec quelques mois d'avance, le Printemps de Prague. Un printemps timide : le parti unique était maintenu, tout comme le rôle déterminant de la classe ouvrière et la croyance dans les saints dogmes du marxisme-léninisme. Mais c'était un habillage pour masquer la floraison dans la presse, le cinéma et les maisons d'édition d'une réelle ouverture. Il était enfin permis de penser, de rire et de rêver. C'en était trop pour Moscou, dont les troupes entrèrent le 21 août à Prague, provoquant une sévère normalisation et une immense émotion dans le monde entier. Jusqu'à l'intérieur des « partis frères », à commencer par le Parti communiste français qui faillit exploser à l'occasion de cette crise. Ce fut aussi le début de la fin pour le secrétaire général d'alors, Waldeck Rochet □ P. G .

PAR GUY KONOPNICKI

Le 21 août 1968, la permanence du « 44 » — le siège du PCF, 44, rue Le Peletier, dans le langage du parti — réveille Waldeck Rochet à 6 heures du matin. Les chars soviétiques viennent d'entrer dans Prague. Le secrétaire général du PCF est à peine surpris. La veille, il s'est entretenu par téléphone avec un haut dirigeant soviétique, vraisemblablement Boris Ponomarev, l'ancien secrétaire de Staline, que Leonid Brejnev a chargé des rapports avec les partis frères. On lui a confirmé, une nouvelle fois, que le bureau politique du PC soviétique n'entend pas laisser la situation se dégrader. Fin juillet, Waldeck Rochet avait tenté une mission de bons offices. Il avait rencontré successivement Alexander Dubcek et Leonid Brejnev, en adoptant une étrange position de médiateur. A Prague, en compagnie de Jean

Kanapa et de Roland Leroy, Waldeck Rochet s'était inquiété de la capacité du Parti communiste tchécoslovaque : tenait-il vraiment le pouvoir en main et ne risquait-il pas d'être emporté par le vent démocratique qu'il avait lui-même animé? Sûr de sa popularité, Dubcek l'avait rassuré et le secrétaire général du PCF avait vainement tenté de convaincre Moscou. Mais les «rencontres fraternelles» du PCUS et du PCT, les mascarades de Cierna et de Bratislava n'avaient trompé personne. Waldeck Rochet s'attendait au coup de force et il s'était préparé à faire entendre son point de vue.

Pour la première fois dans son histoire, le Parti communiste français allait «réprouver» une action militaire soviétique. Ce même parti qui, en 1956, applaudissait l'atroce répression de Budapest. Ce changement historique est dû à un homme, Waldeck Rochet, et paradoxalement il va devoir employer un procédé stalinien pour imposer son point de vue et faire adopter une déclaration par le bureau politique. Dès l'annonce du coup de force, c'est avec son conseiller, Jean Kanapa, qu'il rédige une note sèche. Les membres du bureau politique présents à Paris en ce 21 août se précipitent au siège du PCF. Au grand soulagement de Waldeck Rochet, il y a deux absents de marque. Jeannette Wermeersch est à Moscou. Roger Garaudy, lui, passe ses vacances à Yalta. Le 21 août, il gagne Moscou où il rejoint Jeannette, dans un grand hôtel réservé aux dirigeants communistes étrangers. La veuve de Maurice Thorez se sent investie d'une mission. Ancienne permanente du Komintern, proche de Mikhaïl Souslov, l'idéologue de Brejnev, elle dénonce depuis plusieurs mois l'installation d'un «centre révisionniste à Prague». Depuis Moscou, elle prépare son offensive au sein de la direction du PCF.

A Paris, la vieille garde pèse encore de tout son poids au bureau politique. Mais elle ne forme pas un bloc homogène. Jacques Duclos et Raymond Guyot demeurent staliniens dans l'âme, comme Jeannette Wermeersch. François Billoux, lui, ne voue plus le même culte à Moscou, mais nul n'ignore que c'est vers Pékin non vers Prague qu'il tourne ses regards. Le directeur de l'Humanité, Etienne Fajon, a perdu quelques certitudes en cette rude année 1968. Il a été personnellement choqué par la politique antisémite lancée en Pologne par Gomulka.

A l'opposé, l'intellectuel que Thorez avait propulsé au sommet, Roger Garaudy, veut une condamnation sans appel de l'Urss. Waldeck Rochet redoute une position extrême qui pourrait conduire à un éclatement du parti que les événements de Mai ont rudement secoué. Sur cette ligne, il trouve sans mal l'appui des syndicalistes. A commencer par le plus prestigieux : Benoît Frachon, alors président de la CGT. C'est un allié de poids. En mai, il a sauvé la situation chez Renault. Survivant de la direction clandestine du PC pendant l'Occupation, Benoît Frachon ne doit rien à personne et, de sa semi-retraite, il met son influence au service de la nouvelle politique du PC. Son successeur, Georges Séguy, lui emboîtera le pas.

Chez d'autres dirigeants, la situation est un peu plus confuse. Par exemple, le secrétaire administratif du parti, Gaston Plissonnier, lié à l'Urss par sa fonction et par son tempérament, est aussi l'ami intime de Waldeck Rochet.

Restent les trois jeunes espoirs. Roland Leroy, qui passait pour un homme d'ouverture, s'est montré très réticent vis-à-vis des initiatives d'Alexander Dubcek. Les «excès» de Roger Garaudy peuvent le faire basculer dans le camp des staliniens. Une rivalité personnelle durcit la position de Leroy : depuis deux ans, il dispute à Roger Garaudy la direction de la politique culturelle du parti. Il entend être le patron incontesté des intellectuels communistes et il affronte celui qui est encore l'idéologue officiel. Roland Leroy est aussi engagé dans la lutte pour la succession de Rochet face à deux rivaux, René Piquet et Georges Marchais. Le premier approuvera Waldeck Rochet par conviction, le second parce qu'il a toujours approuvé son supérieur, tout comme Paul Laurent qui arrive, lunaire et rêveur, à la réunion du BP. Celle-ci est sur le point de commencer lorsque Waldeck Rochet reçoit un appel téléphonique. C'est Louis Aragon. Il répète ce qu'il vient de jurer à Elsa Triolet : «Je me suiciderai si mon parti, le PCF, approuve cette infamie.» Waldeck entend l'appel du poète. Il ne prend pas la menace à la légère et lâche quelques mots rassurants. Puis il entre dans la salle de réunion. Contrairement à l'usage, il n'a pas pris le temps de faire taper et ronéotyper la proposition de communiqué. Il lit son texte. L'usage stalinien fait le reste. On ne discute pas une proposition du secrétaire général. On ne vote pas et, puisque Waldeck Rochet n'a pas appelé d'amendements, il ne reste qu'à adopter la résolution par hochements de tête. Waldeck joue aussi la montre. Il est 10 heures du matin, le 21 août, et beaucoup de membres du BP n'ont pas encore eu le temps de regagner Paris. La position du PCF, aussitôt communiquée à la presse, prend presque autant d'importance que l'invasion elle-même. Waldeck Rochet vient de faire un coup de force, devant un bureau politique réduit. Mais, dès le lendemain, il lui faut réunir le comité central.

Deux entretiens téléphoniques annoncent une journée difficile pour le lendemain. Jeannette qui, de Moscou, s'indigne contre une attitude opportuniste, cédant au chantage des anti-soviétiques. Waldeck tient le combiné d'une main tremblante. Ce moment-là reviendra souvent plus tard, quand sa raison vacillera. Les mots de Jeannette sont terribles. Le malheureux Waldeck a rejoint le camp des opportunistes, des traîtres, des contre-révolutionnaires. Il accorde moins de temps à Garaudy qui trouve, lui, le communiqué trop timoré.

Avec le temps, à trente ans de distance, l'attitude de Waldeck Rochet peut sembler naïve et dérisoire. Il supplie Jeannette Wermersch, devient littéralement obsédé par ses reproches. Mais Waldeck Rochet est un pur produit du communisme. Un ouvrier maraîcher entré au PCF en 1924. Leader paysan du parti, député du Front populaire, il a connu le baignoire d'Afrique du Nord avant de monter au sommet du parti, sous l'œil vigilant de Maurice Thorez. En 1968, le «Fils du peuple» est mort depuis quatre ans et c'est son ombre que Waldeck Rochet piétine en éloignant le PCF de Moscou. Les quelques mots de réprobation lui sont insoutenables. C'est toute une vie remise en cause, celle d'un militant, d'un dirigeant communiste qui, jusque-là, suivait Moscou avec une fidélité sans faille. Aragon le sait. Informé de la position adoptée par le bureau politique, il assure Waldeck de son soutien. Quoique personnellement engagé auprès des intellectuels tchèques, Louis Aragon

accompagnera le PCF en se gardant d'aller au-delà, sauf dans son journal, les Lettres françaises. Mais les éditoriaux les plus violents sont signés L.F., Lettres françaises, ou bien encore Lacolère François, pseudonyme d'Aragon, en 1943, dans la clandestinité. Le 22 août, le comité central du PCF se réunit sous la présidence de Jacques Duclos. Jeannette Wermeersch et Roger Garaudy arrivent de Moscou par le même avion. L'ambiance est lourde. Mais une fois encore Waldeck joue avec la tradition stalinienne. Raymond Guyot, ancien secrétaire de l'Internationale communiste des jeunes, est chargé de lire le rapport. D'accord ou pas, il défend devant le comité central la position du bureau politique. Garaudy prend la parole: «Camarades, je n'avais pas l'intention d'intervenir.» La voix sèche de Jeannette l'interrompt: «Menteur... Tu préparais ton intervention dans l'avion!»

Jacques Duclos manque quelque peu à son devoir de président de séance. Il ne rappelle pas Jeannette à l'ordre. Il sera beaucoup moins volubile qu'à l'ordinaire. Mais il réalisera un tour de passe-passe en profitant de sa position de président. La veille, le bureau politique avait «réprouvé» l'intervention armée de l'Urss. Le 22 août, le Comité central trouve un mot moi fort. Il «désapprouve». Seul Roger Garaudy proteste contre ce glissement sémantique. Il compte sur le soutien d'Aragon pour pousser le PCF dans une voie plus radicale. Mais Aragon est plus fin politique qu'on ne le croit. Cette ligne de soutien total au printemps de Prague ne peut passer au sein d'un Comité central qui exploserait aussitôt. L'écrivain décide d'ignorer la nuance entre réprobation et désapprobation. Le vrai choc, c'est cette opposition inédite entre le PCF et Moscou. Waldeck Rochet sort soulagé de la réunion du Comité central qui n'a pas rencontré d'opposition. Mais ce n'est pas encore terminé. Roger Garaudy donne une interview à l'agence tchécoslovaque CTK. Rompant avec la langue de bois, il affirme son soutien à Dubcek et demande au PCF d'aller plus loin. La parution de l'interview dans la presse française donne à la vieille garde l'occasion d'une offensive. Waldeck Rochet doit recevoir successivement Raymond Guyot et Jacques Duclos, qui lui demandent des sanctions contre Roger Garaudy. Il convoque le philosophe. «Tu ne t'en sortiras pas avec une position en entre-deux, lui dit Garaudy. Il faut aller plus loin, comme nos camarades italiens.

— C'est impossible, répond Waldeck. Le parti, c'est 15 % de camarades sur ta position, 35 % sur celle de Jeannette, 50 % sur la ligne prudente que nous avons adoptée. Tu n'as pas totalement tort, mais moi je suis le secrétaire général. Je suis responsable de l'unité du parti. »

Pour maintenir cette unité, Waldeck Rochet va devoir composer avec deux hommes: Jacques Duclos et Georges Marchais.

L'orateur à la voix rocailleuse incarne l'histoire. Il est populaire dans le parti et c'est une référence pour les militants fidèles à l'Urss, ceux qui ont gardé en mémoire la voix qui rendait hommage à Staline au Vél'd'hiv, en 1953: «Je suis un stalinien et je suis fier d'être stalinien!» Si Duclos suit Jeannette, c'est la catastrophe, la rupture irrémédiable au sein du PCF. Et Duclos pose ses conditions: «Il faut condamner l'opportunisme de Roger Garaudy et s'en tenir à la

désapprobation de l'intervention militaire.» Il ajoute un argument imparable : «Comme tu sais, les forces impérialistes cherchent le moindre prétexte pour mettre fin à la coexistence pacifique. Il y a des manœuvres de l'Otan. De Gaulle ne les suivra pas. Sa position est très prudente. Il m'a fait savoir qu'il s'agit pour lui d'une affaire interne au camp socialiste... Nous n'allons tout de même pas être plus proches des Yankees que le Général ! »

L'autre homme clé, c'est Georges Marchais, le secrétaire à l'organisation. Il tient l'appareil. Apparatchik bon teint, Marchais n'a pas de condition à poser au secrétaire général. Il sait que celui des secrétaires qui épaulera solidement Waldeck Rochet prendra une option définitive sur sa succession. Le bureau politique se réunit de nouveau le 27 août. Il est au complet, cette fois. A l'ouverture de la séance, Waldeck Rochet donne la parole à Georges Marchais. Le secrétaire à l'organisation indique que les réunions qui se sont tenues dans les fédérations manifestent «l'accord profond de la grande majorité des communistes avec la résolution adoptée le 22 août par le comité central». Et il ajoute aussitôt que «l'interview du camarade Garaudy à l'agence CTK sert de base à une activité fractionnelle ». Garaudy n'a pas le temps de parler. Jacques Duclos rappelle les règles du centralisme démocratique. Gaston Plissonnier demande une sanction. Waldeck Rochet réagit : «Je propose que le bureau politique adresse un blâme public au camarade Roger Garaudy. La position du parti est claire. Elle ne peut varier ni dans un sens ni dans l'autre.»

Jeannette Wermeersch en tire les conséquences. Elle démissionne du bureau politique. Elle sait qu'elle est isolée, que ni Jacques Duclos ni Raymond Guyot ne la rejoindront. Waldeck Rochet a réussi à faire évoluer le PCF en maintenant son unité. Mais il doit cette réussite à Jacques Duclos et à Georges Marchais. Le premier se montrera partout et ses discours enflammés remonteront le moral des militants. Sa ligne est simple : il y a bien quelques chars à Prague, mais il y a du napalm au Vietnam. On fera donc encore et toujours plus pour l'héroïque peuple vietnamien. Quant à Georges Marchais, il verrouillera les fédérations, pourchassant à la fois les émules de Jeannette et les révisionnistes acquis à Roger Garaudy.

Dans les mois qui suivent, les forces de Waldeck Rochet déclinent. Le secrétaire général du PCF est éprouvé. Georges Marchais tient la maison. Jacques Duclos occupe la scène publique. Quand le référendum d'avril 1969 provoque le départ du général de Gaulle, le secrétaire général du PCF n'est pas en état de mener une campagne présidentielle. Jacques Duclos est alors le candidat naturel, et il renforce son influence en devenant le communiste le plus populaire de France. En pleine santé, à plus de 70 ans, il mène une campagne époustouflante. A ses côtés, Waldeck Rochet, amaigri, malade, n'est plus qu'une ombre soutenue par un Georges Marchais, à peine quinquagénaire. Le drame trouve son épilogue en juin 1969, à Moscou, où Waldeck Rochet tombe malade au beau milieu de la conférence internationale des partis communistes. Sur cette maladie, ses proches et la direction du PC seront, jusqu'au bout, d'une totale discrétion.

Au PCF, comme dans les bonnes familles, la folie n'existe pas. Le mot n'a jamais été prononcé. Mais c'était bien cela, la «longue et pénible maladie» qui éloignait Waldeck Rochet de son poste. Une folie provoquée par le fracas des chars soviétiques sur le pavé de Prague et par la rupture brutale des amitiés nouées au long d'une existence militante.

Quelque part, dans la banlieue parisienne, il continuait, seul, une conversation avec Jeannette Wermeersch. Dans un lieu tenu secret, un seul dirigeant était autorisé à contempler la déchéance du patron : le besogneux Gaston Plissonnier, paysan comme Waldeck Rochet, qui regardait avec effroi ce qu'il advient à un homme qui pense trop. Militant sans états d'âme apparents, Rochet avait vécu longtemps en dirigeant sans éclat avant de devenir un surprenant pape de transition. En quelques années, il avait bouleversé la donne politique française, en soutenant François Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1965 et en engageant le processus d'union de la gauche. La culture qu'il avait acquise surprenait les plus grands intellectuels. En 1966, Louis Althusser était revenu bouleversé d'un entretien avec Waldeck. L'ouvrier agricole avait lu attentivement Pour Marx et ses réflexions avaient surpris le caïman de l'Ecole normale supérieure. Quelques années plus tard, le destin unissait d'une autre manière Althusser, le philosophe qui voulait régénérer le marxisme, et Waldeck Rochet, le politique qui croyait rénover le Parti communiste Ces hommes qui ne croyaient qu'à la raison devaient l'un et l'autre la perdre dans l'obscurité de l'Histoire. □ G . K